

Engagés au quotidien

La fermeture des établissements scolaires, décidée par le chef de l'état jeudi 12 mars, était la bonne décision. Elle a permis de mettre fin à des mesures disparates, renvoyant au local le choix d'arrêter ou non les cours. Nous regrettons que la communication du ministère de l'éducation nationale n'ait pas été à la hauteur de cet arbitrage de l'exécutif. Il était inutile et anxiogène de demander aux enseignants de venir dans les établissements alors même que le premier ministre réclamait à chacun de réduire ses déplacements au strict nécessaire.

Obsédé par la continuité pédagogique, le ministre de l'éducation Nationale a une nouvelle fois fait la preuve de son manque total de confiance vis à vis du corps enseignant. Bien sûr que nous serons tous mobilisés pour permettre à nos élèves de rester en lien avec l'école dans le contexte de confinement. Bien sûr que nous répondrons, avec professionnalisme et sens des responsabilités, aux attentes des parents. Seulement, ne nous leurrons pas sur notre capacité à assurer cette soi-disant continuité... Outre les difficultés techniques inhérentes à la mise en place d'un environnement numérique de travail véritablement efficace, nous savons tous très bien que rien ne remplace l'étayage de l'enseignant en présence de l'élève. Nous savons également que la fracture numérique renforcera le creusement des inégalités scolaire. Mais était-il besoin de faire tomber la suspicion sur les enseignants en exigeant qu'ils soient présents dans les établissements alors même que les élèves étaient invités à rester chez eux ?

Dans le contexte de crise sanitaire que nous traversons, l'enjeu de l'accueil des enfants du personnel soignant mérite toute notre attention. Les hôpitaux sont aujourd'hui sous tension, alors que notre système de santé a été mis à mal par des décennies d'austérité budgétaire. La FSU 78 tient à affirmer toute sa solidarité au personnel soignant qui gère aujourd'hui en première ligne les conséquences de l'épidémie. Elle salue l'engagement sans faille de ces hommes et femmes qui ont, pour un certain nombre d'entre eux, des enfants scolarisés entre 3 et 12 ans. Nous rappelons que la présence d'enseignants et d'enseignantes dans les écoles repose sur le volontariat des équipes. Il ne peut s'agir des personnels en situation médicale dite fragile, devant garder leur enfant ou devant prendre des transports collectifs. Cette présence permet d'assurer une continuité du service public d'éducation en répondant notamment aux questions des familles et d'accueillir les enfants des personnels d'hôpitaux. Encore faut-il faut que les écoles et les établissements puissent disposer d'un minimum d'équipement (gel hydroalcoolique, serviettes jetables, masques...). La FSU 78 veillera à ce que ces préconisations soient bien appliquées afin d'assurer la sécurité et les droits de chacun.

La crise actuelle doit faire entendre raison au gouvernement : les services publics ne peuvent plus être une variable d'ajustement financier. Notre modèle social, issu du Conseil National de la Résistance, repose sur la solidarité. C'est ce modèle qui tient aujourd'hui à bout de bras notre société ébranlée par l'épidémie. On ne peut pas à la fois réclamer l'esprit de sacrifice d'hommes et de femmes pour ensuite justifier la suppression de leurs postes par des considérations purement comptables. On ne peut pas à la fois dénigrer le soi-disant coût des régimes spéciaux et demander aux cheminots de faire rouler les trains, aux enseignants d'enseigner, aux soignants de soigner. Pour la FSU 78, la suspension de la réforme des retraites n'est que la première étape de ce qui doit être la reconquête de nos droits pour une société plus juste et solidaire : engagés au quotidien !